

Souveraineté La Solution inc.

par les écoles de la province. La même année, le gouvernement annonce que le catéchisme **sera uniquement enseigné en anglais**. En 1931, le gouvernement de Regina **supprime complètement** le cours primaire en français. Le français ne peut plus être enseigné plus d'une heure par jour. Les historiens évaluent que le KKK comptait entre 10 000 et 15 000 membres en Saskatchewan à cette époque et que le regroupement fanatique fut très influent au sein du parti Conservateur de Anderson.

1933 Fondation de la Commission canadienne de la radiodiffusion (CCR). Dès la diffusion de ses premières émissions, la CCR est dénoncée avec vigueur au Canada anglais parce qu'elle diffuse quelques bribes d'émissions en français. Au printemps, plusieurs groupes fanatiquement anti-francophones s'allient dans une grande manifestation au Massey Hall, suivie d'une seconde à Guelph. On y retrouve le **Protestant Vigilance Committe**, les **Royal Black Knights of Ireland** et les **Sons of England of Prince Albert**. Ils dénoncent le bilinguisme à la radio et déclarent que le Canada ne doit pas devenir un pays bilingue. Ils ajoutent que le français ne doit recevoir aucune reconnaissance officielle à l'extérieur du Québec.

1944 Après l'élection des néodémocrates en Saskatchewan, le gouvernement implante un **système de grandes unités scolaires** qui vient mettre un terme à l'existence des petites écoles rurales francophones. Les jeunes Fransaskois deviennent les minorités des grandes écoles centralisées, ce qui cause une augmentation dramatique du taux d'assimilation des francophones.

1944 Des représentants des associations francophones de Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta vont rencontrer les gouverneurs de Radio-Canada pour demander des licences afin d'exploiter quatre stations de radio francophones dans l'Ouest. Le Bureau leur accorde seulement une licence, celle de CKSB à Saint-Boniface. La création de cette station se fait grâce à **des collectes de fonds** au Québec et dans les communautés francophones de l'Ouest, **sans qu'un seul cent ne soit versé** par Radio-Canada ou le gouvernement fédéral. Ce dernier est trop occupé à financer un **deuxième** réseau radiophonique en anglais (le réseau Dominion) pour se soucier des francophones qui n'ont même pas de services dans leur langue. Radio-Canada n'accorde leur station aux Acadiens qu'en 1953. La radio française de Radio-Canada n'arrivera à Toronto que dans les années 1960.

1965 Des parents francophones de Saskatoon décident de retirer leurs enfants de l'école pour protester contre un règlement scolaire stipulant que **l'anglais est la seule langue d'enseignement** et que le français ne peut être utilisé **qu'une heure par jour**.

1971 Le recensement fédéral rapporte un taux d'assimilation des francophones de 50,9% en Alberta, de 43,8% en Saskatchewan et de 30% au Manitoba. Malgré cela, aucune mesure n'est prise par le gouvernement.

Printemps 1990 En Ontario, **une quarantaine de villes** suivent l'exemple de **Sault-Sainte-Marie** (une ancienne fortification française) et se déclarent **«unilingues anglaises»**. Dans la municipalité ontarienne de **Brockville**, un groupe d'extrémistes anti francophones **s'essuient les pieds et crachent sur le drapeau du Québec** devant les caméras de télévision. Face à ces démonstrations haineuses, l'éminent politicien fédéraliste libéral **Claude Ryan** déclare en chambre: **«Si de telles manifestations d'hostilité envers le fait français devaient continuer à se multiplier (...) il faudrait à n'en point douter que nous nous interroguions de manière décisive sur notre place dans ce pays.»**

Mars 1994 La décision du gouvernement Chrétien de déménager les effectifs du Collège militaire Saint-Jean (le seul et unique collège militaire francophone du pays) à Kingston, en Ontario, lève le voile sur le traitement scandaleux des minorités francophones de l'Ontario.

2004 En Ontario, le groupe *Canadians for Language Fairness* conteste devant les tribunaux la politique de bilinguisme de la ville d'Ottawa. Le groupe désire **prouver l'illégalité de la politique de bilinguisme d'Ottawa**. Pour ce faire, le groupe recrute l'avocat **Arthur Cogan**, célèbre pour avoir tenté d'invalider la loi anti-tabac de la Ville d'Ottawa. Le groupe désire que la capitale du pays devienne unilingue anglaise.

Source : COUTURE, Patrick. « Les rudes épreuves du français au Canada » dans *Chez Couture: Histoire et BD*, [<http://canadalibre.ca/rudes-epreuves>]. (3 février 2013).